

SYRIEENJEU

Sous l'égide du président Hafez el-Assad et du parti Baas, la Syrie a suivi la voie du nationalisme, du socialisme et de l'autoritarisme laïc, laissant peu de place aux droits politiques fondamentaux. Depuis 1991, la Syrie, reconnaissant que l'amélioration de son dossier en matière de respect des droits de la personne est déterminante pour un rapprochement avec l'Occident, a accompli des progrès sensibles dans cette voie.

CONTEXTE

Bien que la Syrie possède des structures associées à un régime démocratique, à savoir constitution, processus électoral, assemblée nationale et appareil judiciaire, les pouvoirs réels sont concentrés entre les mains du président el-Assad. Il applique ses politiques par le truchement du parti Baas et d'un dispositif élaboré de sécurité intérieure, doté de pouvoirs étendus en raison de l'état d'urgence qui, décrété en 1963, n'a jamais été levé. Le président el-Assad a été réélu par référendum en décembre 1991 avec 99,98 % des voix. Les droits de la personne sont subordonnés à sa préoccupation dominante qui est la stabilité.

La constitution confère au parti Baas un rôle de premier plan dans les institutions de l'État et le gouvernement. Le parti est dominé par des Alaouites qui entretiennent des liens étroits avec le président. Hormis les organisations militaires et les services de sécurité, il n'y a aucune institution, gouvernementale ou non, qui puisse freiner l'exercice arbitraire du pouvoir. Les autorités justifient l'utilisation fréquente des pouvoirs extraordinaires par l'état de guerre officiel qui existe toujours avec Israël. Les nombreuses branches des services de sécurité, qui fonctionnent indépendamment les unes des autres, étouffent la dissidence politique par les détentions arbitraires, la torture, les disparitions et autres formes d'intimidation. Après une série d'attentats à la bombe en mai 1996, entre 400 et 800 personnes ont été arrêtées, dont 100 seraient encore détenues sans qu'aucun chef d'accusation ait été formellement portée contre elles.

L'État restreint gravement la liberté d'expression. Propriétaire de l'ensemble des médias locaux (journaux, télévision et radio), le gouvernement pratique une censure rigoureuse. L'accès par satellite a cependant augmenté, en particulier dans les grandes villes sans, paraît-il aucune entrave de la part des autorités. Auparavant, certains signes laissaient croire que le gouvernement accordait aux médias un peu plus de liberté et les autorisait à débattre de certains éléments de la politique économique et même à les critiquer, mais aucune critique à l'égard du président, de sa famille ou de sa politique étrangère n'est cependant tolérée. Les services de sécurité exercent aussi un contrôle serré sur la liberté d'association.

Après la désintégration de l'URSS, la Syrie a tenté de se rapprocher de l'Occident, en particulier des États-Unis. Damas a décidé de se joindre aux forces de l'Ouest contre l'Iraq dans la Guerre du Golfe et participe activement aux négociations bilatérales de paix avec Israël, parrainées par les États-Unis et actuellement suspendues.